

# Bilan de la politique Développement Durable Université Lille 1 2011 - 2012

---

- I. STRATEGIE et GOUVERNANCE**
  - II. LE BILAN CARBONE**
  - III. PATRIMOINE ET AMENAGEMENTS**
  - IV. COMMUNICATION ET SENSIBILISATION**
  - V. LES ACTIONS PORTEES PAR LES ACTEURS DE LILLE 1**
  - VI. PERSPECTIVES**
- 

## **I. STRATEGIE et GOUVERNANCE**

### **A. Participation du groupe de travail développement durable à la Commission d'aménagement du campus**

Le groupe de travail développement durable réunit des personnes représentatives des usagers du campus (étudiants, personnels administratifs, enseignants-chercheurs, doctorants, etc.), ainsi que des personnes ressources. L'objectif de ce groupe de travail a été, dans un premier temps, de formuler des propositions sur la politique de développement durable. Il a donc servi de groupe de réflexion et d'expertise pour l'édification du projet politique, porté par la présidence, dont la finalité était d'améliorer l'impact environnemental de l'Université, et sur les moyens à mettre en œuvre. Le groupe de travail a donc proposé au président une lettre de cadrage qui est devenue, suite à sa validation par le conseil d'administration le 19 Mars 2010, la charte de développement durable de l'Université. Le groupe de travail continue à se réunir depuis le vote de cette dernière, afin d'imaginer les actions à mener pour atteindre les objectifs de l'université Lille 1.

Le groupe de travail développement durable n'est pas une commission et n'est donc pas statutaire. Nicolas Postel, vice-président en charge des ressources collectives, a proposé qu'un du GDD puisse participer aux travaux de la Commission d'Aménagement du Campus (C.A.C). Cela permettrait au groupe de travail d'avoir une influence plus importante sur les questions d'aménagement et de patrimoine. Depuis le mois d'Octobre 2012, un représentant du groupe de travail sur le développement durable participe donc aux travaux de la C.A.C.

## **B. Coopération avec les universités du territoire**

### **1. Les universités lilloises**

De nombreuses actions liées à la démarche de développement durable sont menées conjointement avec les Etablissements d'Enseignement Supérieur de la métropole lilloise. En 2012, Lille 1, Lille 2, Lille 3 et l'Institut Catholique de Lille ont organisé des événements communs à l'occasion de la semaine du développement durable. Un programme regroupant les animations proposées par l'ensemble des associations étudiantes de la métropole a été diffusé. Un concours photo suivi d'une exposition des clichés lauréats à l'Hospice Comtesse a également été organisé de manière commune.

Des rencontres régulières ont lieu entre les personnes en charge du développement durable de ces établissements afin d'échanger sur les actions menées par chacun. En lien avec l'équipe du Plan Campus Grand Lille, les universités et grandes écoles de la métropole ont participé à une réflexion sur l'adoption d'une démarche de développement durable. Un stagiaire a travaillé sur cette question en 2012, en lien avec les établissements partenaires de l'Université de Lille.

### **2. Les universités du Nord-Pas-de-Calais**

L'Université Lille 1 est partie prenante de la démarche Bilan Carbone portée par le PRES-Université Lille Nord de France et qui s'est conclue en Octobre 2012. La vice-présidente en charge de la politique environnementale de Lille 1 est d'ailleurs référent politique du comité de pilotage du PRES dédié au Bilan Carbone. L'étude rassemble l'ensemble des universités régionales et l'ENSCL. Un rapport a été dressé pour chacun des établissements, ainsi qu'un rapport consolidé pour le PRES. Cette démarche commune a permis d'élaborer des plans d'actions mutualisés et augure donc une coopération régionale des établissements d'enseignement supérieur et de recherche autour des enjeux environnementaux.

Les universités de la région ont été sollicitées par le Conseil Régional pour participer à des tables rondes au cours desquelles échanger sur leurs démarches de développement durable naissantes et mutualiser une partie de leur travail. Cette initiative a pour but de dynamiser les

démarches de développement durable des universités et d'envisager le soutien que peut représenter le Conseil Régional dans ces projets. L'Université Lille 1 participe à ces rencontres depuis leur démarrage au mois de Mai 2010. A l'issue des dernières rencontre, le Conseil Régional a proposé un dispositif d'aide financière pour l'emploi d'un chargé de mission Plan Vert dans les Universités (prise en charge d'une partie du salaire, dégressive, sur 3 ans).

### 3. Le comité développement durable de la CPU/CGE, partages nationaux et internationaux de bonnes pratiques

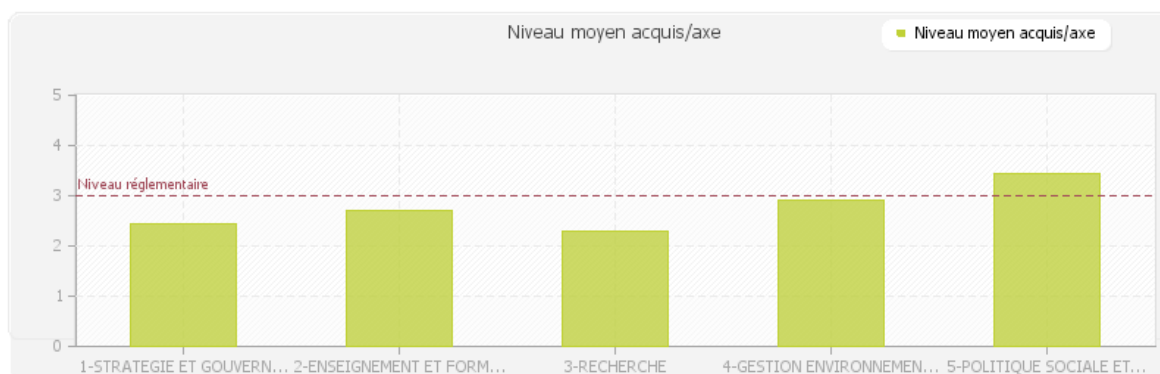
Lille 1 participe aux échanges du comité développement durable de la Conférence de Présidents d'Université (CPU) et la Conférence des Grandes Ecoles (CGE). C'est ce comité qui a élaboré le Plan Vert des Universités inscrit dans la loi Grenelle 1. L'Université Lille 1 a participé aux réunions de ce comité qui se sont tenues en 2012. L'Université Lille 1 a également apporté sa contribution au sommet de la terre de 2012 en ratifiant une déclaration commune aux établissements d'enseignements supérieurs français qui a été présentée par la CPU lors de la conférence RIO+20. En 2012, Lille 1 a également participé à l'élaboration d'un référentiel consacré à la biodiversité, à intégrer au Plan Vert des universités, et l'a présenté en tant que représentant CPU au comité DD de la CPU/CGE lors de la réunion annuelle d'ouverture le 17/10/12. Ce référentiel permet de suivre plus précisément la gestion de la biodiversité par les universités et de valoriser les actions mises en place par ces dernières pour la favoriser. Le comité DD de la CPU a enfin recommandé l'Université Lille 1 pour une intervention à l'ASBL IMPEQes (Initiative de mise en partage des expériences qualité dans l'enseignement supérieur) en Belgique, sur la mise en place des démarches de Développement durable dans les établissements d'enseignement supérieur. Cette intervention a été conjointe avec l'Université Lille 2 (Nov 2012).

#### **C. L'évaluation de la démarche de développement durable par EVADES :**

Lille 1 évalue chaque année sa démarche de développement durable grâce à EVADES, un outil de pilotage et d'évaluation du Plan Vert des Universités mis au point par le comité développement durable de la CPU/CGE et EVADES. Cette plate-forme d'autoévaluation est disponible en ligne. Des formations à son utilisation ont été délivrées par la CPU et Fondaterra. L'évaluation 2012 de la démarche de Lille 1 a été transmise à la CPU.

ENSEIGNEMENT ET FORMATION	2,7
RECHERCHE	2,3
GESTION ENVIRONNEMENTALE	2,9
POLITIQUE SOCIALE ET ANCRAGE TERRITORIAL	3,4

<b>TOTAL EXERCICE</b>	<b>2,7</b>
-----------------------	------------



Afin d'atteindre le niveau 3, soit la conformité avec les objectifs du Plan Vert, l'Université Lille 1 doit améliorer un certain nombre d'éléments de sa démarche de développement durable, notamment :

- Etendre la démarche initiée au niveau des services centraux à l'ensemble des composantes de l'Université.
- Proposer une Unité d'Enseignement transversale consacrée au développement durable et obligatoire pour valider n'importe quel parcours de DEUST ou de Licence.
- Améliorer la connaissance des projets de recherche en lien avec le développement durable qu'elle regroupe afin de mieux les valoriser.
- Poursuivre ses efforts en matière de gestion écologique du campus, notamment en ce qui concerne la gestion des flux : déplacements, eau, chaleur, électricité, déchets.
- Poursuivre sa politique sociale ambitieuse.

#### D. Recrutements

Le recrutement d'un Ingénieur Plan Vert a été organisé en 2012 avec l'obtention d'une aide du Conseil Régional. Ce recrutement se fait pour 3 ans avec volonté de pérennisation du poste. La personne travaillera de manière transversale avec les services de l'Université et sera affectée au SPCET. Elle participera à l'élaboration collective du Plan Vert (Agenda 21 adapté aux Universités par la CPU) de l'établissement et des autres plans pluriannuels d'actions (Plan de déplacements, Plan de gestion écologique des espaces verts...),

coordonnera leur mise en œuvre et effectuera le suivi de la démarche par des indicateurs. La personne recrutée organisera également des économies de flux.

Le recrutement d'un chef de service Espaces Verts a été effectué en 2012. Sa prise de poste a eu lieu en janvier 2013, suivie d'une formation « Gestion différenciée » du service Espaces verts dans son entièreté et de visites de villes engagées dans la démarche. Cette formation est essentielle à la formalisation des actions démarrées (arrêt des produits phytosanitaires chimiques, associés à des méthodes alternative de désherbage -paillis, désherbage thermique-, éco-pâturage urbain, choix d'espèces végétales locales etc), ainsi qu'à une pleine mobilisation des acteurs. Le chef de service a en charge la gestion des équipes, l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de gestion écologique des espaces verts.

#### **E. Plans pluriannuels d'action**

Le pilotage et l'amélioration continue des actions Développement durable sont nécessaires à la structuration et la pérennisation de la démarche environnementale sur Lille 1. Le référentiel Plan Vert de la CPU, conçu dans une orientation plutôt stratégique, doit être adossé à des plans pluriannuels d'actions plus opérationnels, dont les actions sont priorisées, planifiées dans le temps, définies par une méthode de concertation et validées. Un Agenda 21 des services centraux a été présenté au CA le 24 Février 2012. Il doit être complété (formation, recherche, structuration de la démarche dans les composantes...) afin d'obtenir un Plan Vert. Un Plan de déplacement est en cours d'élaboration. D'autres plans pourront s'avérer nécessaires, comme le Plan de gestion écologique des espaces verts.

#### **F. Budget**

Le budget 2012 est de 40 000 euros, auquel s'ajoute le recrutement d'un ingénieur d'études en CDD. Il s'agit d'un budget d'impulsion ou d'accompagnement, de nombreuses dépenses de développement durable étant portées par les services de l'université.

-Soutien à la gestion différenciée : 29900 euros

-Communication et sensibilisation : 3048 euros

-Agenda 21, Plan Vert (dont soutien étudiants), soutien aux services dont bilan carbone : 6600 euros

En 2013, le budget prévisionnel est de 40000 euros (hors poste IE Plan Vert, aide Conseil Régional) :

- gestion différenciée : pâturage écologique, aide au service des paysages : 30000 euros
- communication et sensibilisation : 4000 euros
- Agenda 21, Plan Vert (dont soutien étudiants) : 6000 euros

## **II. LE BILAN CARBONE :**

### **A. l'étude Bilan Carbone :**

L'Université Lille 1 a réalisé en 2011/2012 son Bilan Carbone avec pour objectifs d'évaluer et hiérarchiser les postes émetteurs de GES au cours d'une année, afin d'apprécier la dépendance de l'Université aux énergies fossiles et de dégager des orientations stratégiques pour réduire les émissions de G.E.S.

Cette étude s'inscrit dans les suites du Grenelle de l'environnement, qui introduit l'obligation pour les établissements publics de plus de 250 salariés de réaliser un bilan d'émissions de G.E.S et fixe comme objectif une réduction des émissions de G.E.S de l'ordre de 20% à l'horizon 2020. Cette étude correspond également à un des objectifs inscrit dans la lettre de cadrage de la démarche de développement durable (C.A, 19 Mars 2010) et répond au devoir d'exemplarité qui s'impose à l'Université Lille 1, qui se doit d'être, à l'image de ses formations et de sa recherche, un moteur de la construction de la société durable que nous souhaitons pour demain.

Le Bilan Carbone est mené conjointement par l'ensemble des universités régionales et l'ENSCL, sous l'égide du PRES-Lille Nord de France. Un rapport a été dressé pour chacun des établissements, ainsi qu'un rapport consolidé pour l'ensemble. Des phases de concertation intra établissement ont été mises en place, menant aux plans d'action. Des phases de restitution ont été menées intra établissement et à l'échelle du groupement d'établissements/PRES, présentant des résultats généraux et les plans d'action. Cette démarche commune permettra de mettre en œuvre des actions correctives mutualisées et

préfigure donc la coopération régionale des établissements d'enseignement supérieur et de recherche autour des enjeux environnementaux.

### **B. Le déroulement de l'étude :**

L'étude a démarré au mois de Septembre 2011 par une phase de sensibilisation des principaux acteurs concernés, c'est à dire les personnels et les formations impliqués dans l'étude. La collecte des données a démarré au mois d'Octobre pour s'achever au mois de Février. Il s'agit de données d'activité (consommations, inventaires, ...) ainsi que des résultats des enquêtes permettant d'obtenir les données qui n'étaient pas connues des services (déplacements, déchets ménagers, etc.).

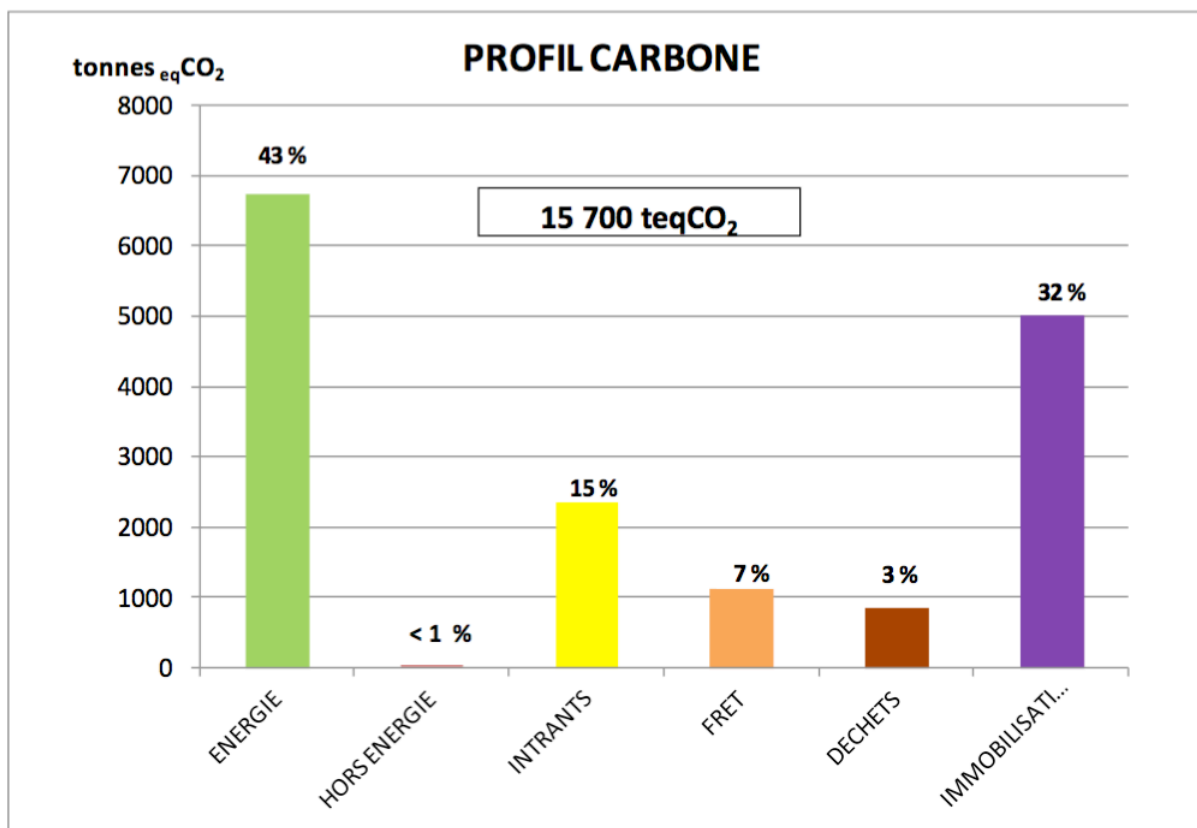
A partir des données obtenues, le groupement prestataire a produit un rapport intermédiaire, présentant le profil carbone de l'Université. Suite à l'évaluation du profil carbone de l'Université, des ateliers de réflexion se sont réunis afin de déterminer des pistes d'action permettant de réduire les émissions de GES imputables aux activités de l'Université, sur les thèmes des déplacements, des achats et déchets, ainsi que des immobilisations et consommations d'énergie. Ces ateliers ont abouti à la réalisation « fiches action »

Plusieurs groupes d'étudiants ont participé à l'étude Bilan carbone dans le cadre de projets pédagogiques. En réalisant des enquêtes déchet, des enquêtes déplacements, des audits énergétiques, etc., ils ont permis au bureau d'étude en charge de la réalisation du bilan carbone d'avoir des données plus précises que celle normalement utilisées pour réaliser une telle étude. Cela a permis d'aller plus loin dans la réflexion sur les plans d'action à mettre en œuvre. De plus, ces étudiants ont ainsi été sensibilisés aux enjeux d'un Bilan Carbone et formés aux méthodes.

### **C. Les résultats de l'étude :**

L'étude a permis de mesurer le profil carbone de l'Université, c'est à dire la quantité d'émission de gaz à effet de serre imputable à chacun des postes d'émission de l'Université. Il apparaît que le poste « déplacements » est de loin le plus important car il représente 69% des émissions de l'Université, dont environ la moitié concerne les déplacements quotidiens personnels/étudiants ou hebdomadaires étudiants.

Si on retire le poste déplacement, qui «écrase» les autres postes du profil carbone, le poste correspondant aux consommations d'énergie représente 42% des émissions de gaz à effet de serre imputables aux activités de l'Université.



Le poste correspondant aux immobilisations (principalement les constructions de bâtiments, parkings et voiries des 30 dernières années) en représente alors plus de 32%. Il apparaît ainsi important d'agir sur les déplacements, en mettant en oeuvre un « Plan de Déplacement Campus » incitant les usagers de l'Université à s'y rendre avec des modes de transport doux, sur les consommations d'énergie en responsabilisant les utilisateurs et en améliorant les performances énergétiques des bâtiments, et sur les constructions, en adoptant un cahier des charges limitant les émissions de gaz à effet de serre lors des phases de chantier.

#### **D. Perspectives :**

Le rapport final de l'étude présente également une prospective économique permettant de mesurer le risque auquel l'Université s'expose en cas de non-action, dans un contexte d'augmentation tendancielle du prix de l'énergie.



Le rapport présente également plusieurs actions pouvant être mises en œuvre par l'Université Lille 1 afin de réduire sa dépendance aux énergies fossiles :

- Mise en œuvre d'un Plan de Déplacement Campus.
- Réalisation des opérations préconisées par les audits énergétiques dont le temps de retour sur investissement sont les plus courts.
- Amélioration du contrat d'exploitation chauffage avec contractualisation sur les économies d'énergie à réaliser avec l'exploitant.
- Adoption d'un cahier des charges pour des constructions « bas carbone ».
- Allongement de la durée de vie du parc informatique et du mobilier.
- Mise en place d'une politique d'achat éco-responsable.
- Mise en œuvre d'un « Plan déchets » pour en améliorer la valorisation.
- Sensibiliser les usagers du campus aux éco-gestes.

### **III. PATRIMOINE ET AMENAGEMENTS :**

#### **A. Le Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière :**

Un Schéma de Programmation de la Stratégie Immobilière (SPSI) a été transmis au Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche en Décembre 2011. Le SPSI est plus descriptif que le Schéma Directeur Immobilier et d'Aménagement (SDIA). Un premier volet est quantitatif, consacré à la description des surfaces occupées par l'Université : surfaces de bureaux, surfaces de salles de TP, de TD, d'amphithéâtres, etc. Un second volet est qualitatif, consacré à l'état des surfaces occupées par l'Université : Etat technique et conditions de sécurité, accessibilité par les personnes en situation de handicap, performances thermiques/énergétiques, etc. Le troisième volet présente la stratégie de l'Université pour remettre les bâtiments à niveau par rapport à la réglementation en vigueur.

#### **1. Mise en sécurité du campus :**

Les conditions de sécurité dans les bâtiments sont satisfaisantes. Sur 25 bâtiments recevant du public, 17 ont reçu un avis favorable de la commission de sécurité (soit 80% des surfaces catégorisées Etablissement Recevant du Public (ERP)). La séparation des activités des surfaces dédiées à la recherche et à l'enseignement permettra de réduire le nombre de bâtiments catégorisés ERP, diminuant ainsi les contraintes liées aux normes de sécurité pesant sur l'Université. L'inadaptation de certains locaux demande aux usagers de consentir à un effort plus important pour respecter les procédures de sécurité (distance des soutes, etc.). Il est toutefois indispensable que les comportements s'adaptent aux locaux dans la mesure où adapter les locaux demandera du temps. En ce qui concerne la gestion des produits chimiques, un plan est en cours de mise en œuvre, incluant la mise en place de zones tampon ventilées, d'un magasin central et de soutes de stockage identifiées (C14 et P6). La mise en sécurité des bâtiments de l'Université nécessitera un investissement de 9 417 153 €, soit 36,46€/m<sup>2</sup>.

## **2. Amélioration des performances énergétiques du campus :**

Les 30 bâtiments de l'Université Lille 1 pour lesquels un DPE a été réalisé se situent dans une étiquette moyenne de 344 kWh<sub>EP</sub> / m<sup>2</sup>.an. Cela est supérieur à la moyenne des campus français, estimée à 300 par la Caisse des Dépôts et des Consignations. Si on ajoute les estimations d'étiquette type DPE qui figurent dans les audits énergétiques des bâtiments pour lesquels un DPE n'a pas été réalisé, les bâtiments de l'université se situent alors dans une étiquette de 295 kWh<sub>EP</sub> / m<sup>2</sup>.an, c'est à dire en dessous de la moyenne des campus français. Cela montre que les estimations d'étiquette type DPE figurant dans les audits énergétiques sont peu réalistes.

Le montant de l'investissement nécessaire pour atteindre les objectifs du Grenelle de l'environnement sur l'ensemble des bâtiments de Lille 1 qui ont été intégré aux audits énergétiques a été estimé à 44 221 339 €. L'ensemble des bâtiments intégrés à l'étude représente 254 820 m<sup>2</sup> SHON. Ainsi, le montant de l'investissement estimé s'élève à 173,50 € / m<sup>2</sup> SHON. Les audits énergétiques ont permis de constater l'intérêt économique lié à la rénovation énergétique. En effet, le bureau d'étude a calculé les temps de retour sur investissement liés aux différentes opérations qu'il préconise. Certaines opérations mettront beaucoup de temps à être rentabilisées, avec des temps de retour sur investissement

dépassant parfois les 100 ans. Mais de nombreuses opérations, portant généralement sur des changements d'équipement ou des opérations de maintenance, permettent de générer un retour sur investissement dès 2 à 5 ans, parfois même dès la première année (exemple du changement des températures de consigne). Il convient donc de se baser sur ces études afin de déterminer quels investissements réaliser en priorité, afin de se concentrer sur ceux permettant de générer des retours sur investissement les plus rapides.

Pour certains bâtiments, les temps de retour sur investissement des opérations préconisées n'ont pu être calculés car aucun compteur ne permettait de connaître les consommations propres du bâtiment et donc l'économie d'énergie potentielle liée à l'opération. Cela illustre une règle qui peut paraître évidente mais sur laquelle il convient d'insister : Avant de faire des études énergétiques, thermiques et autres DPE, il faut commencer par installer un système de mesure des consommations complet, au risque de se retrouver avec des rapports d'étude incomplets... La première étape d'une stratégie d'amélioration des performances énergétiques d'un ou plusieurs bâtiments, c'est l'installation de décompteurs d'électricité, calorifiques, etc. ainsi que d'un système de suivi des mesures effectuées par ces compteurs.

### **3. Amélioration de l'accessibilité handicap :**

Dans le cadre de l'élaboration du SPSI, un bureau d'étude a été mandaté pour se prononcer sur le respect par les bâtiments de l'Université des normes et réglementations relatives à l'accessibilité pour les personnes en situation de handicap. Durant l'audit, le bureau d'étude a analysé un certain nombre d'éléments (Cheminements extérieurs, accès à l'installation, portes, portiques et sas, ascenseurs, escaliers, sanitaires, éclairage, mobilier, circulations intérieures horizontales, revêtements des murs, sols et plafonds, équipements et dispositifs de commande, stationnement automobile, évacuation incendie, douches ou cabines, locaux d'hébergement) et a donné à chacun d'eux une « note d'accessibilité » sur 5. A la suite de l'audit, le bureau d'étude fait un certain nombre de propositions d'opérations permettant de mettre le bâtiment en conformité avec la réglementation, en estimant l'investissement nécessaire pour mettre le bâtiment aux normes. L'étude indique que l'Université doit investir 5 615 126€ pour mettre ses bâtiments en conformité avec la réglementation relative à l'accessibilité des bâtiments par les personnes en situation de handicap, soit 21,74€/m<sup>2</sup>.

#### **4. Amélioration des performances des réseaux d'eau :**

Dans le cadre de l'élaboration du SPSI, une étude a été réalisée par le bureau d'étude IXSANE sur la thématique eau. Cette étude concerne l'eau potable, avec pour objectif de mettre en évidence les surconsommations et fuites sur la base de données chiffrées, les eaux usées, avec pour objectif de mesurer la qualité des effluents, d'identifier les risques d'atteinte à l'environnement et présenter des pistes d'action pour mettre en place une gestion efficace, et les eaux pluviales, abordées sous l'angle du risque d'inondation. L'étude présente des préconisations quantifiées, hiérarchisées selon qu'elles soient urgentes, à réaliser dans les 15 mois ou non prioritaire. Ces préconisations peuvent consister en un affinage du diagnostic, avec des études complémentaires, ou en l'identification de solutions techniques adaptées.

Le réseau d'adduction d'eau de la Cité Scientifique présente un niveau de dégradation avancée, par rapport à ce qui peut être observé en moyenne sur les réseaux de la métropole. Des fuites ont été localisées, sur lesquelles il faut intervenir. La distinction entre les consommations anormales dues aux fuites et celles dues aux processus en continu n'a pu être établie avec précision, ce qui nécessite des investigations supplémentaires. Des systèmes de télé-relevage supplémentaires doivent être installés. Quoi qu'il en soit, les acteurs du DUSVA doivent d'ores et déjà considérer que les maintenances et entretiens futurs du réseau universitaire nécessiteront des investissements importants. Afin de s'assurer de la qualité des eaux usées sortant du réseau universitaire, un système de mesure permettant d'établir des pollutogrammes précis devra être installé. La campagne d'installation des systèmes de mesure de la qualité des eaux sortantes représente un coût estimé à 10 465 € TTC. Afin de réduire la mise en charge des réseaux primaires et secondaires, il convient de déconnecter un certain nombre de surface de ces réseaux. Cela passe par des dés-imperméabilisations, par la réalisation d'ouvrages drainant/filtrants et de rétention/infiltrations. Ces mesures sont à réaliser sur les branches du réseau communautaire où des débordements sont constatés et sur celles où aucun débordement n'est constaté. Afin de connaître la quantité de surface exacte à déconnecter, il convient de réaliser des mesures de débit complémentaires. A long terme, les acteurs du DUSVA doivent également s'attacher à réduire les surfaces imperméabilisées. La campagne d'installation

des systèmes de mesure du débit et de la hauteur des eaux drainées par les réseaux d'évacuation des eaux pluviales représente un coût estimé à 9 269 € TTC. La modélisation du réseau nécessaire à l'exploitation des données récoltées représentera un coût estimé à 10 644,40 € TTC.

B. Vers un campus piéton :

**1. Les éléments du Schéma Directeur Immobilier et d'Aménagement :**

Le campus de l'Université accueille une densité importante de bâtiments et de voies de circulation. De plus, le stationnement sauvage est courant. Cela pose des problèmes pour l'accès des véhicules d'urgence au cœur du campus. Afin de s'assurer que cet accès soit possible en permanence, des barrières filtrantes ont été positionnées, limitant l'accès au cœur du campus aux personnels, personnes à mobilité réduite (PMR), livraisons et véhicules de secours.

Or, la construction récente du Grand Stade Lille Métropole à proximité immédiate du campus a eu pour conséquence d'augmenter significativement l'offre de stationnement à l'extérieur de l'anneau formé par l'Avenue Paul Langevin. A l'horizon 2016, le temps de savoir quel usage pourra être fait par les usagers de l'Université de ces nouveaux, la circulation sera progressivement limitée aux PMR, livraisons et véhicules de secours. Ainsi, le cœur du campus sera rendu piéton. Cela permettra de dégoudronner certaines surfaces réservées au stationnement pour en faire des espaces verts supplémentaires et améliorer le cadre de vie. Cet objectif présenté dans le SDIA est cohérent avec le projet de trame verte. Afin de guider les usagers vers le bon parking, puis de leur parking jusqu'au bâtiment où ils se rendent, une nouvelle signalétique sera installée (discussions cette année).

En parallèle de la limitation de la circulation automobile, les cheminements piétons et cyclables seront remis en état lorsque nécessaires. Certains cheminements sauvages seront aménagés et un axe piéton/cycliste continu sera créé sous le viaduc du métro, de la station de métro 4 Cantons à la station Cité Scientifique. Des parvis d'entrée vers le centre du campus seront aménagés au niveau de ces stations de métro. Des garages à vélo fermés viendront compléter les arceaux disponibles sur le campus, dans les secteurs des Sciences Naturelles, mathématiques et de l'IUT A.

L'Avenue Paul Langevin sera requalifiée. La partie Est et la partie Ouest recevront un traitement différent : La partie Est, sur laquelle la circulation automobile est la plus importante, sera transformée en « Zone 30 », c'est à dire que la vitesse de circulation restera limitée à 30km/h, mais qu'une piste cyclable sera ajoutée. De plus, le trottoir sera élargi. La partie Ouest, sur laquelle la circulation est la moins importante, sera requalifiée en « Zone de rencontre ». La chaussée ne sera plus composée que d'un seul plan (pas de trottoirs ni piste cyclable), la vitesse sera limitée à 20km/h et la priorité donnée aux piétons. Des obstacles obligeront à slalomer et la largeur de la chaussée rendra difficile les croisements, ce qui empêchera les automobilistes de prendre de la vitesse. La zone de rencontre a déjà été réalisée pour la partie qui va du rond point des 4 Cantons jusqu'au parking P2 et sera poursuivie jusqu'au rond point de la station de métro Cité Scientifique. A terme, l'objectif est que les automobilistes qui ont le choix évitent la partie Ouest et empruntent la partie Est.

## **2. Le Plan de Déplacement Campus :**

Les déplacements des usagers de l'Université pour se rendre de leur domicile jusqu'au campus ont un impact sur l'environnement très important. L'étude Bilan Carbone a d'ailleurs permis de constater que le poste « déplacements » est responsable d'environ 70% des émissions de GES imputables à l'Université. Un des objectifs principaux de la démarche de développement durable de Lille 1 est ainsi de réduire les émissions de GES liés aux déplacements. Pour cela, l'Université élabore un Plan de Déplacement Campus, qui consiste à programmer, à l'issue d'un certain nombre d'études sur la mobilité des usagers, des actions permettant de réduire l'usage des voitures parmi les usagers et d'augmenter le recours aux modes de transport doux (marche, vélo, transports en commun, ...).

- **L'Enquête déplacement (M1 IESS) :**

Pour être efficace et adapté aux contraintes des étudiants et personnels de l'université, le Plan de Déplacement Campus doit se baser sur une enquête déplacement. Celle-ci a été réalisée par les étudiants du Master 1 « Ingénierie de l'Enquête en Sciences Sociales » en 2010/2011 et en 2011/2012. Cette enquête a permis de mieux connaître les modes de déplacement utilisés par les usagers de l'université et surtout les contraintes liées à leurs déplacements, puis d'identifier les leviers et les freins à l'utilisation de moyens de transport alternatifs à la voiture individuelle.

- **L'atelier Plan de Déplacement Campus (M1 AUDT) :**

D'Avril à Juin 2012, les étudiants du Master 1 « Aménagement, Urbanisme et Développement des Territoires » ont travaillé sur une première proposition de Plan de Déplacement Campus dans le cadre d'un atelier professionnel encadré. Les étudiants ont tout d'abord réalisé un état de l'art des PDC mis en œuvre dans d'autres universités en France. Ils ont ensuite effectué un diagnostic du territoire dans lequel s'insère l'Université (aménagement et réseau routier, offre de transport en commun, ...) et étudié avec attention les résultats de l'enquête déplacement obtenus par les étudiants du Master 1 IESS. Ils ont enfin identifié l'ensemble des acteurs susceptibles d'être associés à l'élaboration et à la mise en œuvre du PDC. Cela leur a permis de formuler un certain nombre de préconisations à mettre en œuvre, à l'échelle du campus de la Cité Scientifique, de la métropole Lilloise ou au-delà.

- **Le Plan de Déplacement Campus de l'Université Lille 1 :**

A partir des éléments actés dans le SDIA et des conclusions des travaux des étudiants sur les déplacements, un Plan de Déplacement Campus est élaboré en coordination avec la Direction Générale des Services. Il s'agit d'un tableau de bord regroupant l'ensemble des opérations qui seront mises en œuvre afin de favoriser le recours aux modes de transport doux et limiter le recours à la voiture individuelle. Ce tableau de bord est étayé de critères d'évaluation permettant de mesurer l'efficacité du Plan de Déplacement Campus.

## **IV. COMMUNICATION, INFORMATION ET SENSIBILISATION :**

### **A. La campagne éco-gestes :**

Une série d'affiches a été conçue par le service communication de l'Université. Une première affiche générique présente le slogan de la campagne : « Pour un campus écologique, la solution c'est vous ! ». Huit autres affiches déclinent différents messages (« Bougez », « éteignez », « trie », « préservez », « respectez », « débranchez », « partagez » et « économisez ») à chaque fois suivi de « la solution c'est vous ! ». Des QR codes permettent de renvoyer les utilisateurs de Smartphone vers la page du site internet dédiée à la démarche de développement durable. Les affiches ont également été déclinées sous formes de stickers autocollants ronds destinés à être placés dans les endroits où il n'y pas la

place de mettre une affiche (sous les interrupteurs, dans les sanitaires, etc.). Cette campagne sera accompagnée d'une série de clips vidéo réalisés par le Service MultiMedia (SEMM) et consacrés aux actions de développement durable mises en œuvre sur le campus par les laboratoires, les formations, les associations étudiantes et l'administration.

Plus de 3000 stickers et 1500 affiches ont été installés par un réseau d'acteurs dans l'ensemble des bâtiments de l'Université Lille 1, sur le site de la Cité Scientifique, mais également sur les sites plus éloignés comme l'IAE et la station marine de Wimereux. Elle a également été mise en place à l'Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Lille.

La campagne permettra d'agir sur les comportements afin d'améliorer l'impact environnemental de l'Université. Elle intervient en complément d'une action sur les équipements ce qui permettra *in-fine* de réduire les consommations d'eau et d'électricité, d'améliorer la propreté du campus et le respect des procédures de tri, etc. La campagne permet également de sensibiliser les usagers et d'en faire des « citoyens éclairés », ce qui est une des missions fondamentales de Lille 1.

#### **B. La charte d'engagement éco-événement :**

L'Université Lille 1 reconnaît officiellement 90 associations universitaires. Ces associations organisent de nombreux événements dont une grosse partie dans la Maison Des Etudiants située au cœur du campus de la Cité Scientifique. Ces événements ont un impact important sur l'environnement (produits alimentaires, boissons, déchets, consommations d'eau et d'électricité, etc.). La charte d'engagement éco-événement a pour objectif d'inciter ces associations à mettre en place une démarche de développement durable dans le cadre des événements qu'elles organisent, afin d'en améliorer l'impact environnemental. Cela permet également de sensibiliser les étudiants et personnels de l'Université aux enjeux du développement durable.

Les associations souhaitant signer la charte d'engagement doivent s'engager à respecter un certain nombre d'engagements incontournables. Elles doivent également choisir parmi la liste figurant sur la notice en annexe de la charte, un ou deux engagements supplémentaires par thématique, à ajouter aux autres. Cela permet d'adapter la charte aux contraintes particulières de chaque association.



En contrepartie, l'Université Lille 1, qui signe également la charte, s'engage à soutenir financièrement l'évènement au travers du Fond de Solidarité pour le Développement des Initiatives Etudiantes (FSDIE) et d'éventuelles subventions de la Vice-présidence en charge de la politique environnementale. L'Université s'engage également à accompagner l'association dans les différents aspects de sa démarche de développement durable (conseils, fournitures de supports de communication, fournitures de collecteurs de tri,...). Cette opération permet de sensibiliser les étudiants au développement durable et de les former au montage de démarche de développement durable. Cela permet également de d'améliorer l'impact environnemental des évènements organisés.

Cette charte ainsi que la notice ont été élaborées et proposées au Bureau de la Vie Etudiante. Elle doit maintenant être proposée aux associations et accompagnées d'un dispositif incitatif et/ou contraignant.

#### C. Le site internet :

La partie du site internet de l'Université consacrée au développement durable a été complètement mise à jour afin de mieux présenter le travail réalisé pour améliorer l'impact environnemental de l'Université. La partie « Plans d'accès » a également été modifiée afin d'inciter les étudiants, personnels et visiteurs du campus à s'y rendre avec des modes de transports doux : vélo, marche à pied et transports en commun. Dorénavant, cette page comprend, en plus des informations nécessaires pour venir en voiture, des liens vers le plan du réseau de transports en commun, vers la carte des stationnements vélo du campus, vers la carte des aménagements cyclables de la métropole, vers les sites internet de Transpole dédiés au V'Lille et au covoiturage. Cela fait partie des actions mises en œuvre dans le cadre du Plan de Déplacement Campus de l'Université.

Un travail est en cours (Développement durable, SLAM et la cellule Hygiène et sécurité) afin de diffuser une information détaillée sur les procédures d'enlèvement des nombreux types de déchets produits sur le campus. Les « fiches déchet » ont été élaborées pour la plupart des catégories existantes et doivent être complétées par les fiches consacrées aux déchets dangereux. Elles seront diffusées sur l'intranet de l'Université sous la forme d'un moteur de recherche par mot-clé. Cela permettra d'améliorer la valorisation des déchets.

#### D. Autres modes de sensibilisation

Des séminaires ont été proposés en 2011-2012 dans le cadre du Bilan Carbone de l'établissement, en 3 étapes : sensibilisation, concertation sur les plans d'action, restitution des résultats. Tous les personnels ont été conviés ainsi que de nombreux étudiants (selon choix des responsables de formation). Le service Culture offre de nombreuses conférences ou évènements sur des aspects du DD. Tous les usagers sont conviés (ainsi qu'un public très élargi de la métropole lilloise abonnée à nos informations Culture). En 2012 :

Cycle sur le nucléaire : 8 conférences et une pièce de théâtre. Conférence d'ouverture du cycle : « Risques et crises en terra incognita : nouveaux défis, nouvelles responsabilités ». Patrick Lagadec, Ecole Polytechnique, spécialiste des risques. Théâtre : « Avenir radieux, une fission française ». « Crise : par où la sortie ? » conférence de Michel Husson & Jean Gadrey, économistes. Les écoles doctorales et laboratoires offrent également ce type de conférences. Exemple : « Consommation durable : une proposition au cœur des enjeux climatiques, environnementaux et économiques », une conférence de l'école doctorale SMRE. Conférencier : Eric Ponthieu.

#### E. Communication à l'externe

La CPU en partenariat avec Fondaterra a mené une enquête sur les bonnes pratiques de développement durable des campus français, à laquelle nous avons répondu. 13 fiches de bonnes pratiques ont été jointes, également référencées sur le site Campus responsables et sur le site du Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie.

Le magazine l'Etudiant a publié, le 12 avril 2012, les résultats d'une enquête sur le développement durable menée auprès de 300 établissements d'enseignement supérieur, à laquelle nous avons répondu. 18 universités se démarquent parmi lesquelles Lille 1 se positionne comme l'une des plus investies. Elle est classée comme : une université engagée pour ses activités en matière de recherche sur le développement durable, une université challenger pour la gouvernance et les formations sur le développement durable. En 2013, la même enquête l'Etudiant nous place parmi les toutes premières universités pour son engagement en matière de développement durable.

## V. LES ACTIONS PORTEES PAR LES ACTEURS DE LILLE 1 :

### A. L'implication des associations étudiantes :

#### 1. VéloCampus :

En Juin 2011, des personnels et des étudiants de l'Université Lille 1 se sont réunis autour de la création à Lille 1 d'une association dont l'objectif est d'inciter les usagers du campus à se déplacer à vélo. Financée par le CROUS et l'Université Lille 1, VéloCampus Lille 1 propose un service de prêt de vélo à long terme, d'une durée de 5 ou 10 mois, spécialement adaptée aux contraintes des étudiants. En remettant un chèque de caution (non encaissé), les adhérents de VéloCampus qui n'ont pas de vélo peuvent donc en emprunter un (parfait état de marche, antivol et éclairage). Au mois de Mars 2012, 10 VTT, 10 vélos de ville et 10 vélos de course étaient ainsi livrés. VéloCampus Lille 1 mutualise également des outils entre les membres de l'association et propose un atelier pédagogique de réparation. Un technicien qualifié a été recruté afin d'animer les ateliers pédagogiques de réparation et accompagner les adhérents qui découvrent les gestes élémentaires de l'entretien et de la réparation d'un vélo (réparer une crevaison, régler un dérailleur...). Parallèlement au service de prêt de vélo et à l'atelier pédagogique de réparation, l'association diffuse sur le campus de Lille 1 la documentation sur les mobilités douces proposées par l'ADAV-Droit Au Vélo : carte des aménagements cyclables de la métropole, conseils pour se déplacer à vélo, etc.

Près de quarante usagers du campus ont adhéré à l'association (les 30 vélos sont partis en 1 mois). L'état des vélos, l'entretien et la réparation semblaient être un frein à l'usage du vélo, et parfois ils ne connaissent pas suffisamment les aménagements cyclables existants. VéloCampus offre une solution à ces problèmes.

#### 2. L'Opération 30 000 paniers solidaires :

L'opération a pour objectif de faciliter l'accès des étudiants, et notamment les moins riches, à une alimentation de qualité, biologique et produite localement dans un jardin d'insertion. Cela consiste en la distribution de panier de légumes biologiques aux usagers de l'Université au prix de 9,75€. Des tarifs particuliers sont proposés aux étudiants en difficulté (2€). Les 7,75 € restant sont pris en charge par le réseau Jardins de Cocagne et par l'Université Lille 1.

Un partenariat a été établi entre l'association Solidarité & Initiatives (Sia2e), le secours Populaire, le CROUS, l'Université Lille 1 et l'association étudiante Le Merle. L'association Sia2e s'occupe du Jardin de cocagne de la Haute Borne. Il s'agit d'une exploitation maraîchère d'insertion produisant des légumes biologiques située à 1 km du campus. C'est elle qui s'occupe de la production des paniers de légumes. Le CROUS et le Secours Populaire orientent les étudiants vers le dispositif selon critères de ressources CROUS. L'association Le Merle s'occupe de la distribution des paniers sur le campus. Une subvention de l'Université Lille 1 et du réseau Jardin de Cocagne permet de financer les 7,75 € de différence entre le prix payé par l'étudiant en difficulté et le prix réel du panier. 300 paniers solidaires (à 2€) ont été distribués entre décembre 2011 et Juin 2012. Au total, ce sont 1170 paniers qui ont été distribués. L'association envisage d'organiser des cours de cuisine, de mettre en place un jardin partagé sur le campus et d'ouvrir une cafétéria durable et une épicerie bio/solidaire.

### **3. L'association FELIN :**

FéLiN est la Fédération des associations universitaires Lille Nord de France. Elle s'emploie à fédérer les associations et clubs étudiants dans le domaine de l'environnement et/ou de la solidarité et/ou éducation populaire dans la région Nord-Pas-de-Calais. Elle est déjà présente à Lille 1, Lille 2, Lille 3, Polytech'Lille et Sciences po Lille.

L'association promeut les valeurs de développement durable, d'économie sociale et solidaire, de démocratie, de solidarité, de respect de l'individu et solidarité internationale. FéLiN développe de nombreux projets sur l'ensemble des universités et écoles de la métropole Lilloise. Les projets FéLiN sont les suivants :

- De la Fourche à la Fourchette (paniers bio' solidaire, cafétéria durable, épicerie bio' solidaire et jardin partagé)
- Développer des maisons des initiatives étudiantes
- Créer des moments d'échanges, de partage entre campus...

L'association développe actuellement un projet appelé « La Pause Durable » : Le but est de promouvoir la création ou la transformation de cafétéria étudiante, en cafétéria « pause durable » qui proposera essentiellement des produits issus de l'agriculture biologique.

Les cafétérias sont autogérées par des associations ou clubs membres de FéLiN et proposeront une restauration légère et biologique en essayant de réduire les prix autant que possible.

Le but est de rendre cette cafétéria ouverte au plus grand nombre et d'en faire un lieu d'échange à forte dimension d'engagement, de sensibilisation et d'éducation populaire, mais aussi un lieu festif. Une épicerie permet à des personnes – étudiantes ou non mais adhérentes de l'association - en difficultés financières et sociales ou non, d'accéder à une alimentation de base. L'association souhaite proposer des aliments de qualité, produits localement, issus d'une agriculture respectueuse de l'environnement et à prix modestes.

L'association porte également un projet appelé « Jardin partagé sur les campus » ou jardin collectif. Le but ici est de développer des plantations maraîchères conçues, créées et cultivées par les étudiants eux-mêmes toujours autour des thématiques biologique et durable. Ce principe d'agriculture collective en milieu urbanisé est de plus en plus répandu dans les grandes villes de France comme Paris, Lille (Faubourg de Béthune). Il semble important de réconcilier la communauté étudiante avec une alimentation de qualité et cela passe par la restauration de ce lien affectif historique qui lie les humains à la terre qui les nourrit.

## B. L'implication des laboratoires :

### **1. Des colloques éco-responsables ?**

Le laboratoire L2EP, de Lille 1, a organisé en 2010 la conférence IEEE « Vehicle Power and Propulsion », en faisant de ce colloque un évènement « à faible émission de carbone ». Cette démarche consiste à réduire l'impact environnemental de la conférence en limitant au maximum les émissions de G.E.S associées à son organisation (en incluant les déplacements des 400 participants) et en « compensant » les émissions restantes.

Tout d'abord, les organisateurs se sont engagés, en signant la charte « Carbon Care ». Afin de limiter les émissions de G.E.S liés à la conférence, les organisateurs ont ensuite pris un certain nombre de mesures : hôtels situés à proximité immédiate, service de « VéloTaxi », pass'métro, etc. Après la conférence, les organisateurs ont mesuré l'ensemble des émissions

de G.E.S, dues aux déplacements des participants, aux consommations d'énergie, aux prestations de services et aux biens, au traitement des déchets, etc. Le laboratoire était assisté pour cela d'un personnel du Grand Palais dédié à la démarche « Carbone Care ». Afin de compenser ces émissions, les organisateurs ont participé à deux projets de plantation d'arbre. Le premier projet a été réalisé à Houplin Ancoisne, dans le Nord-Pas-de-Calais. Le second projet est actuellement en cours de réalisation à l'étranger, dans un parc naturel argentin qui a subi un grave incendie et a besoin que de nouvelles plantations soient faites. Ces deux actions ont pu être couvertes avec le budget dédié au colloque. Le surcoût lié aux actions de réduction de l'impact carbone représente moins de 3 % du budget total nécessaire à l'organisation de l'évènement. Il a permis de réduire de beaucoup les émissions de G.E.S. 9 % du budget total a été consacré aux plantations d'arbres permettant de compenser les émissions restantes

Un guide « éco-évènement » est en cours d'élaboration afin de transférer cette bonne pratique vers d'autres laboratoires.

## **2. La bourse aux ordinateurs du Laboratoire d'Informatique Fondamentale de Lille**

Le laboratoire d'Informatique Fondamentale de Lille achète un nombre important d'ordinateurs chaque année. Les ordinateurs achetés sont très performants car ils correspondent aux besoins de chercheurs en informatique. Lorsque ces ordinateurs ne correspondent plus aux besoins de ces chercheurs, cela ne veut pas dire qu'ils ne sont plus utilisables. Plutôt que de jeter ces postes informatiques à la poubelle, les chercheurs ont organisé un circuit de récupération interne.

Chaque année, la centaine de postes informatiques dont le laboratoire se sépare est proposée aux composantes, services et autres laboratoires de l'Université, qui pourraient s'en servir pour un usage de bureautique. La cession de l'ordinateur est actée par l'intermédiaire d'un certificat administratif, qui permet d'assurer une traçabilité du poste, et de garantir que le nouveau propriétaire se chargera d'éliminer le poste en fin de vie en respectant la réglementation en vigueur. Certains ordinateurs sont donnés à des écoles, en France ou à l'étranger. L'Association des Etudiants en Informatique remet en état des postes informatiques qui sont ensuite donnés à des étudiants en difficulté. Les ordinateurs qui ne

trouvent pas de propriétaire sont éliminés avec le reste des DEEE : Une entreprise adaptée se charge de les collecter, de les démonter, d'en recycler les composants recyclables et de valoriser au maximum les composants restants.

Le principal résultat est un allongement de la durée de vie des postes informatiques achetés par le LIFL qui passe de 3 à 5 ans au lieu de 2 ans. Cela se traduit par une diminution du volume des DEEE éliminés chaque année à l'Université ainsi que par une réduction du volume des achats d'ordinateurs.

### C. L'implication des formations :

#### 1. L'implication des formations dans le Bilan Carbone :

Plusieurs groupes d'étudiants ont participé à l'étude Bilan carbone dans le cadre de projets pédagogiques : Les étudiants de la Licence Pro "Eco-Conception des Produits Innovants" et de la Licence Pro "Energie Renouvelables et Efficacité Energétique" ont réalisé le Bilan Carbone de l'IUT Recueil. Les étudiants de la Licence Pro "Procédé en Chimie et Développement Durable" ont réalisé le Bilan Carbone du bâtiment C3. Les étudiants du Master "Hygiène, Sécurité et Qualité de l'Environnement" ont réalisé le Bilan Carbone du bâtiment de Polytech'Lille et un audit énergétique de la salle blanche de l'IEMN. Les étudiants du Master 2 "Ingénierie de l'Enquête de Sciences Sociales" ont réalisé l'enquête déplacement. Les étudiants du Master 2 "Sciences de la Terre, de l'Univers et de l'Environnement" ont réalisé l'enquête déchet.

Ces travaux ont permis au bureau d'étude en charge de la réalisation du bilan carbone d'avoir des données plus précises que celle normalement utilisées pour réaliser une telle étude. Cela a permis d'aller plus loin dans la réflexion sur les plans d'action à mettre en œuvre. De plus, ces étudiants ont ainsi été sensibilisés aux enjeux d'un Bilan Carbone.

#### 2. La requalification du bassin SN1 :

4 bassins existent sur le campus de Lille 1 : devant les bâtiments M1, SN1, A3 et la Bibliothèque Universitaire. En 2011, l'association Le Merle, regroupant des étudiants du M2 Gestion de la Biodiversité et des Ecosystèmes Continentaux, en collaboration avec le service

des espaces verts et aménagements paysagers, ont requalifié le bassin situé aux abords du bâtiment SN1. Celui-ci a été transformé en mégaphorbiaie.

La mégaphorbiaie typique est constituée d'une prairie dense de roseaux et de hautes plantes herbacées vivaces (1,5 à 2 mètres de haut voire 3 mètres pour certains roseaux), située en zone alluviale sur sol frais, non acide, plutôt eutrophe et humide (mais moins humide que les bas-marais et tourbières). Elle peut être périodiquement mais brièvement inondée.

Cette opération s'inscrit dans le passage à une gestion différenciée des espaces verts : la recherche d'une diversité des milieux favorable à la diversité des espèces. 6 espèces de libellules et demoiselles ont immédiatement colonisé le nouvel espace.

### 3. Sensibilisation au développement durable :

Les étudiants de la Licence Pro Gestion de la Communication Publique ont travaillé autour de proposition d'opération de communication susceptible de soutenir le lancement de la campagne éco-gestes. Leur créativité a été sollicitée afin qu'ils imaginent les meilleurs moyens de toucher la population étudiante, avec un message motivant.

Les différents groupes ont proposé la réalisation d'un LipDub / Clip, la diffusion de vidéos de micro-trottoirs, l'organisation d'une exposition d'œuvres réalisées à partir de déchets à la MDE ou de photos de montagnes de déchets, l'organisation de jeux sur le développement durable, d'un café citoyen, d'une projection/débat, d'une collecte de canettes, d'un « petit déjeuner durable » ou d'une soirée sur le thème du développement durable à la MDE, la diffusion d'un « Quizz éco-gestes », d'une newsletter sur le tri sélectif ou d'un « Guide des éco-gestes » à la MDE, la mise en place d'un panneau de covoiturage à la MDE, l'organisation d'un marathon durable, la mise en place d'une éolienne sur le campus, la création d'une page Facebook sur le tri sélectif à Lille 1, d'une banderole sur le développement durable ou d'un pictogramme consacré au tri sélectif, de réaliser des graffitis sur les poubelles, de créer une pièce de théâtre sur le tri sélectif ou encore de lancer un appel à projet « Imaginez votre campus vert ».



## D. L'implication des composantes et services centraux

### 1. Polytech'Lille :

Polytech'Lille est engagée dans une démarche de développement durable. Un référent a été chargé du management de la démarche, en s'appuyant sur un groupe de travail représentatif. De nombreuses actions ont été lancées, en partenariat avec les associations étudiantes et les personnels de l'école : récupération des gobelets des distributeurs, affichage des consommations énergétiques sur les écrans du bâtiments en temps réel, réalisation d'un Bilan Carbone de l'école, mise en place de centres de tri dans le hall, relai de la campagne Eco-Geste de l'université, constitution d'un petit groupe de travail sur la norme ISO 26 000 et 14 001, etc.

### 2. La mise en place d'un tri sélectif des déchets ménagers :

Les services centraux de l'Université ont mis en place en 2011 des bornes de tri sélectif dans les bâtiments dont ils ont la charge. En 2012, certaines composantes ont suivi cet exemple et implanté des bornes de tri sélectif dans leurs locaux. Il s'agit de Polytech'Lille, de l'IUT A et du LIFL. La mise en place de ces bornes est peu coûteuse et relativement simple. Elles permettent d'améliorer significativement la valorisation des déchets ménagers de l'Université.

### 3. Couloir froid du CRI :

Le CRI a engagé une action depuis fin 2012 pour mesurer et maîtriser la consommation énergétique de ses salles machines. Dans ce cadre, un « couloir froid » a été installé dans une des trois salles. Celui-ci peut accueillir dix-huit armoires serveurs et permet une meilleure efficacité énergétique, ainsi qu'une réduction de la consommation électrique du Centre de l'ordre de 6%. Cette opération d'un coût de 20 000 € a été financée sur des ressources SAIC (hébergement du nœud Renater).

## **VI. Perspectives**

### **Pilotage et pérennisation de la démarche**

Le Développement durable a été inscrit dans le Quinquennal rédigé collaborativement au printemps 2013. Le groupe de travail Développement durable a été sollicité pour ce travail, complété par d'autres acteurs du campus tels que les chefs de service, des élus de la CAC, le CROUS etc. Cette insertion dans les documents du Quinquennal est essentielle à la pérennisation de la démarche.

Le recrutement de l'Ingénieur Développement durable s'est effectué en Avril 2013. Inséré au SP CET, il prend connaissance de l'ensemble des dossiers. Ses activités pour 2013 sont axées essentiellement autour de (1) élaboration du Plan de Déplacement interne (2) organisation d'un tri des déchets ménagers (3) organisation du renouvellement de la chaudière du campus en 2016 (4) évaluation et pilotage de la démarche et suivi de l'Agenda 21 des services centraux (5) mise en oeuvre d'un processus de collecte des données en vue d'un prochain Bilan carbone<sup>®</sup> (bilan GES obligatoire tous les 3 ans selon la réglementation).

Le recrutement du chef de service Espaces verts s'est effectué en Janvier. Il démarre l'élaboration d'un Plan de gestion écologique des Espaces verts, moyen de formaliser et organiser les actions déjà en oeuvre, dans le contexte d'une équipe motivée et formée spécifiquement à ces nouvelles pratiques.

#### **Lutte contre les pollutions et émissions de Gaz à Effet de Serre.**

Nous organisons l'élaboration d'un Plan de Déplacement des Campus régionaux, travail collectif faisant suite au Bilan Carbone<sup>®</sup> des Universités.

Ce Bilan carbone<sup>®</sup> commun avait pour but en effet de poser la base de travaux collaboratifs sur les démarches de développement durable de nos établissements. Nous avons donc souhaité poursuivre notre engagement commun dans ce groupe de travail par l'élaboration et la mise en oeuvre d'un plan de déplacements des campus régionaux, thème découlant logiquement des résultats du bilan effectué. Une première réunion régionale s'est tenue le 21 mai, conviant les acteurs principaux de la Région, DREAL, CETE, ADEME et Conseil Régional en particulier.

Ce projet revêt un caractère inédit en France, puisqu'il regroupe les établissements de la Région, et concerne ainsi plus de 130000 étudiants du PRES et près de 10000 personnels,

dont les déplacements quotidiens engendrent environ 148000 teq CO<sub>2</sub>. Nous souhaitons alors nous positionner comme un acteur clef des Plans Climat Régionaux et Nationaux. Nos établissements regroupent une grande diversité d'acteurs qui seraient ainsi sensibilisés, personnels, partenaires et étudiants, ces derniers constituant en plus une catégorie d'acteurs en constant renouvellement, futurs citoyens et décideurs de notre territoire. Nous voulons nous emparer de notre responsabilité environnementale et de notre devoir d'exemplarité, essentielle à la sensibilisation de ces acteurs. Par ailleurs, les Etablissements d'Enseignement Supérieur sont des terrains d'expérimentation pour des projets de formation et de recherche, dont un grand nombre sont liés au développement durable et l'environnement. Enfin les modalités d'enseignement et de logement étudiant dessinent le territoire et ses transports, et évoluent constamment.

Notre projet regroupe les 6 Universités publiques de la Région Nord Pas de Calais, la Fédération Universitaire et Polytechnique et Lille, et de nombreuses Grandes Ecoles (Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Lille, Ecole Centrale de Lille, Polytech Lille, Telecom Lille 1, Ecole Nationale Supérieure d'Arts et d'Industrie Textile etc). Nous souhaitons élaborer et mettre en œuvre un Plan de Déplacement des Campus Universitaires Régionaux, dans une logique de territoire et de coordination des démarches avec les acteurs locaux.

Par ailleurs, l'Université intègre la problématique environnementale à ses demandes de moyens lors des dialogues avec le Ministère, le Conseil Régional etc, sur le patrimoine, les réseaux et les aménagements du cœur de campus.